

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

22

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Conseil Municipal de la Ville de Dijon

Séance du 28 mai 2020



MAIRIE DE DIJON

Président : M. REBSAMEN

Secrétaire : M. BORDAT

Membres présents : Mme KOENDERS - M. MAGLICA - Mme POPARD - M. PRIBETICH - Mme MODDE - M. DESEILLE - Mme TENENBAUM - Mme DILLENSEGER - M. CHÂTEAU - Mme MARTIN - M. EL HASSOUNI - Mme AVENA - Mme ZIVKOVIC - M. MASSON - Mme JUBAN - M. MEKHANTAR - Mme REVEL - Mme MARTIN-GENDRE - M. BERTHIER - Mme TOMASELLI - M. PIAN - Mme PFANDER-MENY - M. MARTIN - Mme HERVIEU - M. BEKHTAOUI - M. HAMEAU - Mme MASLOUHI - M. LOVICHY - Mme HILY - M. FAVERJON - M. BARD - Mme CHARRET-GODARD - M. DIOUF - Mme BLAYA - M. CONTESSE - M. N'DIAYE - Mme OUTHIER - Mme MILLE - Mme VANDRIESSE - M. BICHOT - Mme VOISIN-VAIRELLES - M. BOURGUIGNAT - M. AYACHE - Mme DESAUBLIAUX

Membres excusés : Mme AKPINAR-ISTIQUAM (pouvoir M. PRIBETICH) - Mme TROUWBORST (pouvoir M. DESEILLE) - Mme ROY (pouvoir Mme DILLENSEGER) - Mme FERRIERE (pouvoir Mme CHARRET-GODARD) - Mme FAVIER (pouvoir M. MEKHANTAR) - M. HOUPERT (pouvoir Mme OUTHIER) - M. HELIE (pouvoir Mme REVEL) - M. CHEVALIER (pouvoir M. BICHOT)

Membres absents : M. DECOMBARD - Mme DURNERIN - M. ROZOY - M. BONORON - M. CAVIN

OBJET DE LA DELIBERATION

Rapport des délégations du Maire

M. le Maire expose :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du 10 août 2015, vous m'avez donné délégation pour prendre certaines décisions, qui relèvent normalement de la compétence du Conseil Municipal, dans les matières énumérées à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'article L.2122-23 de ce même code, le maire doit rendre compte régulièrement au Conseil Municipal des décisions prises dans ces domaines.

J'ai donc l'honneur de vous communiquer la liste des actes pris en application de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, classés dans les rubriques suivantes :

- conventions et avenants (15)
- conversion de concession de tombe (5)
- droits divers (10)
- DIRECTION MUTUALISÉE DES AFFAIRES JURIDIQUES
- règlements de frais et honoraires (15)
- actions en justice (9)

Je vous demanderai, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir me donner acte de la présente communication.

CONVENTIONS ET AVENANTS A CONVENTIONS

Date de l'acte	Libellé
20/03/2019	Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy Avenant n° 1 à la convention de mise à disposition précaire de locaux situés 3, rue Monge
05/06/2019	Association « Compagnie l'Artifice » Convention de mise à disposition d'un appartement situé 126 boulevard des Bourroches
11/06/2019	Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or Convention de prestation Journées Dijonnaises des Droits de l'Enfant Organisation de la journée des professionnels et des associatifs de l'enfance et de la jeunesse 2019
18/06/2019	Association « Société Astronomique de Bourgogne » Avenant n° 4 PEL à la convention de partenariat du 11 janvier 2018 (action éducative «Découverte de l'astronomie en milieu scolaire et périscolaire »)
16/09/2019	Association « Engrainage » Convention de mise à disposition précaire d'un espace de stockage de 16 m ² situé dans l'enceinte du square Carrelet de Loisy
16/09/2019	Association Tandem Club Dijonnais Convention d'occupation d'un espace de stockage situé 9, rue de Mayence, d'une surface d'environ 64 m ²
27/09/2019	Association Dijon Parkour Crew Convention d'occupation d'un espace de stockage situé 9, rue de Mayence, d'une surface d'environ 17 m ²
30/09/2019	Association Les enfants du Tao Ecole Maternelle et Élémentaire Maladière Convention de mise à disposition type de locaux scolaires Année scolaire 2019-2020 – Demande annuelle – Périodes scolaires
10/10/2019	Association LADAPT Bourgogne Franche-Comté Convention de prestation (action éducative «Sensibilisation au handicap par la découverte des handicaps») dans le cadre du Projet Educatif Local 2019
21/10/2019	SCIC l'Autre Bout du Monde Convention d'occupation de plusieurs espaces constituant l'immeuble situé 14 avenue Jean Jaurès
21/10/2019	Association Mini golf Club Avenant n° 2 PEL à la convention de partenariat du 15 avril 2018 (action éducative «Mini golf, rallye nature»)
22/10/2019	Association Bourgogne Energies Renouvelables Avenant n° 6 PEL à la convention de partenariat du 16 janvier 2018 (action éducative «Projet bidule et l'énergie »)
23/10/2019	Association Loisirs et Solidarités des Retraités 21 (LSR 21) Avenant n° 2 PEL à la convention de partenariat du 16 novembre 2017 (action éducative «Cultivons les racines d'une société des possibles »)
24/10/2019	Monsieur Marc VANDEZANDE Convention de prestation (action éducative «Ludo Art») dans le cadre du Projet Educatif Local 2019
28/10/2019	Association Société Astronomique de Bourgogne Avenant n° 5 PEL à la convention de partenariat du 11 janvier 2018 (action éducative «Découverte de l'astronomie en milieu scolaire et périscolaire »)

CONVERSIONS DE CONCESSION DE TOMBE

Numéro de l'arrêté	Date de l'acte	Libellé
39	22/01/20	Madame Sophia DUTOT 60 rue Chanoine Bordet 21000 DIJON
40	22/01/20	Madame Sophia DUTOT 60 rue Chanoine Bordet 21000 DIJON
67	04/02/20	Madame Cristina MAFUTA 14 rue des Réthisseys 21240 TALANT
69	05/02/20	Madame Marie-Claude CHEVALME 34 avenue des Champs Perdrix 21000 DIJON
223	30/04/20	Monsieur Abdelwiahid ISTIQUAM 6 rue de l'Est 21000 DIJON

DROITS DIVERS

Date de l'acte	Libellé
06/12/19	Vente de monument funéraire à Mme Perrot
13/12/19	Vente de monument funéraire à M. Brodin
18/12/19	arrêté des tarifs du Cimetière des Péjoces 2020
19/12/19	Vente de monument funéraire à Mme Moissenet
25/09/19	Vente d'un jeune chevreau nain du Sénégal et d'une jeune chevrette naine du Sénégal
25/09/19	Vente d'un chevreau femelle
25/09/19	Vente d'une femelle chevreau et d'un mâle chevreau
25/09/19	Vente d'une jeune agnelle de race Jacob
25/09/19	Vente de deux boucs du Sénégal
25/09/19	Vente d'un agneau de race Rava

BUDGET VILLE

Ville de dijon c/MANIERE Eric

Contentieux relatif à un agent

Note d' honoraires

Honoraires d'avocat 48180

Régie Foncière c/ Ville de Dijon (Résidence "le Rameau")

Contentieux relatif à des charges de copropriété.

Note d' honoraires

Honoraires d'avocat F87225

Samir AIT ABIDA c/ Ville de Dijon TA 1901047

Contentieux relatif à une autorisation d'urbanisme.
PL2020088

REMY Alain c/ Ville de Dijon TA 1901945

Contentieux relatif à une autorisation d'urbanisme.

Note d' honoraires

Honoraires d'avocat PL2020030

MOSTEFAOUI Mohamed c/ Ville de Dijon /TA Référé

Contentieux relatif à une occupation du domaine public.

Note d' honoraires

Honoraires d'avocat PL2050064

Ville de Dijon c/GARNIER Patrick (CAA)

Contentieux relatif à un agent.

Note d' honoraires

Honoraires d'avocat PL2050061

FASANO René et autres c/ VILLE DE DIJON (appel) - CAA Lyon n°1802513

Contentieux relatif à une autorisation d'urbanisme.

Note d' honoraires

Honoraires d'avocat 917821

Contentieux relatif à un agent.

Agent Ville de Dijon c/ Ville de Dijon

Note d' honoraires

Honoraires d'avocat PL2050069

Contentieux relatif à un agent.

PASCAL Anne et al. c/ Ville de Dijon

Contentieux relatif à une autorisation d'urbanisme.

Note d' honoraires

Honoraires d'avocat PL2020261

DE GIRVAL Sophie c/ Ville de Dijon (recours contre permis d'aménager = CAA)
Contentieux relatif à une autorisation d'urbanisme.

Note d'honoraires
Honoraires d'avocat PL2020036

DE GIRVAL Sophie c/ Ville de Dijon (recours contre permis construire = CAA)
Contentieux relatif à une autorisation d'urbanisme.

Note d'honoraires
Honoraires d'avocat PL2020049

BIANCHETTI Daniel c/ Ville de Dijon Permis de Construire 3/7 rue E. Bailly
Contentieux relatif à une autorisation d'urbanisme.

Note d'honoraires
Honoraires d'avocat PL17785

GUINOT c/Ville de Dijon
Contentieux relatif à une autorisation d'urbanisme.

Note d'honoraires
Honoraires d'avocat 917542

Ville de Dijon - NAHI Jean-Rémi c/ HAKKAR Adil
Protection fonctionnelle des agents.

Notes d'honoraires
Honoraires d'avocat 191301

Ville de Dijon - ROMANSKI - VITEAU c/ DOMINGOS CARDOSO Manuela Outrage
Protection fonctionnelle des agents.

Notes d'honoraires
Honoraires d'avocat

BUDGET VILLE

GIROD c/ Ville de Dijon

Jugement rendu le 17 décembre 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Dijon a rejeté la requête déposée par Monsieur GIROD et autres tendant à l'annulation du permis de construire, valant également permis de démolir, délivré le 13 décembre 2018 à la SAS BMI pour la construction d'un immeuble collectif de 18 logements au 16 rue Beauregard à Dijon.

AIT ABIDA c/ Ville de Dijon Jugement rendu le 17 décembre 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Dijon a rejeté la requête déposée par Monsieur AIT ABIDA et autres tendant à l'annulation du permis de construire, valant également permis de démolir, délivré le 9 novembre 2018 à la SAS BMI pour la construction d'un immeuble collectif de 18 logements au 19 et 21 avenue Maréchal Lyautey à Dijon.

Affaire Ville de Dijon – Madame OLRY c/ BLE KANON

Jugement du 19 septembre 2019, par lequel le tribunal correctionnel de Dijon a condamné sur le plan civil, Monsieur BLE KANON Melkior, coupable des faits d'outrages sur une personne dépositaire de l'autorité publique, faits commis le 3 octobre 2018, à payer à Madame OLRY Nelly la somme de 150 euros à titre de dommages et intérêts, et à la Ville de Dijon la somme de 1 euro au titre des dommages et intérêts et 400 euros au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Affaire Ville de Dijon – Monsieur NAHI c/ HAKKAR

Jugement du 9 octobre 2019, par lequel la cour d'appel de Dijon a confirmé le jugement du 6 décembre 2018 pour les faits du 3 décembre 2017 à l'encontre de Monsieur NAHI, et condamné Monsieur Adil HAKKAR à verser en sus à la Ville de Dijon la somme de 600 euros au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Affaire Ville de Dijon – Madame GALLET – Messieurs REGNAULT et PETRY c/ GIRAULT

Jugement du 26 juin 2019, par lequel le tribunal correctionnel de Dijon a condamné sur le plan civil, Monsieur GIRAULT Dominique, coupable des faits d'outrages sur une personne dépositaire de l'autorité publique, faits commis le 28 mars 2019, à payer à Madame GALLET Morgane, Messieurs REGNAULT Eric et PETRY Victor la somme de 250 euros à titre de dommages et intérêts, et à la Ville de Dijon la somme de 1 euro au titre des dommages et intérêts et 500 euros au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Affaire Rémy c/ Ville de Dijon

Jugement du 17 février 2020 par lequel le Tribunal administratif de Dijon a rejeté la requête déposée par M. et Mme Alain REMY tendant à l'annulation du permis de construire valant également permis de démolir délivré le 19 février 2019 à la société SCCV 64 avenue Victor Hugo pour la construction d'un immeuble à usage collectif, un commerce et deux maisons individuelles sur un terrain situé 64 avenue Victor Hugo à Dijon.

Affaire Paulette DIEM c/ Ville de Dijon – (Assurances)

Jugement du Tribunal Administratif du 10 décembre 2019 par lequel le juge a prononcé la condamnation de la Ville de Dijon à des indemnités pour un montant de 1 424 euros à verser à Mme Diem, et pour un montant de 349,38 euros à verser à la caisse primaire d'assurance maladie de la Côte d'Or, outre le versement de frais d'expertise fixés à 567 euros et la somme de 1200 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, suite à une chute, le 18 janvier 2017 sur l'espace public. Les sommes mises à la charge de la Ville de Dijon seront versées par P.N.A.S / ETHIAS, au titre du contrat d'assurance souscrit par la Ville.

Affaire MOSTEFAOUI c/ Ville de Dijon

Ordonnance du 10 janvier 2020 par laquelle le juge des référés du Tribunal administratif a décidé qu'il n'y avait pas lieu à statuer sur la requête de M. MOSTEFAOUI qui demandait l'annulation de la décision le sanctionnant d'une exclusion d'un mois du marché (Halles).

Cette décision fait suite au non-lieu à statuer sur la requête en référés de M. MOSTEFAOUI dont il a déjà été rendu compte.

Affaire Ville de Dijon c/ GARNIER

Arrêt du 6 février 2020 par lequel la Cour administrative d'appel de Lyon a annulé le jugement du Tribunal administratif de Dijon du 17 février 2017. Par ce jugement, le Tribunal administratif avait annulé la révocation à titre disciplinaire de M.GARNIER. La décision de révocation se trouve donc rétablie.

RAPPORT ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ